

derniers animaux sauvages pouvant subvenir aux besoins d'une population limitée de chasseurs-trappeurs, la convoitise des minières et des hydroélectriques entend détruire ce que les colonies de peuplement ont chassé partout ailleurs. Or, le rapport des Innus traditionalistes opposés au traité Petapan à la pratique ancestrale de la chasse est considéré comme « sacré ». Autant dire qu'elle ne saurait être « harmonisée » avec les normes blanches sans perdre son âme. La chasse, entendue au sens plein, comme activité spirituelle inaliénable, renferme une relation immémoriale au territoire Innu, et un savoir sur la manière d'y vivre d'autant plus durablement qu'elle se passe de tout développement. Comme le rappelle un occupant-chasseur de territoire innu : « Nos ancêtres ont vécu sur ce territoire bien avant la création des Conseils de bande par les Européens. Ils nous ont transmis les connaissances nécessaires pour vivre et s'organiser pendant des millénaires sur le Nitassinan. Nous n'avons pas besoin d'un traité et d'un gouvernement pour contrôler et limiter nos pratiques traditionnelles. La longue marche innue n'a jamais eu besoin des lois européennes sur le Nitassinan! »

Il ressort donc que ce souverainisme autochtone en réémergence au soi-disant Québec n'est pas celui qui se dit dans les conseils de Bande et se lit dans les ententes de principe. Les regroupements de chasseurs innus et attikamekw opposent une indépendance de fait à l'indépendance de jure du traité Petapan, dénoncé comme une incursion de la conception européenne de l'État. Il ne faut donc pas hésiter, s'il s'agit de supporter cette affirmation autochtone d'une indépendance ancestrale, à répondre à leur appel à la solidarité. En

reconnaissant, d'abord, en quoi les structures mises en branle par les négociations du traité sont entièrement tributaires des Blancs – rappelons que plus de 50% des employés du conseil de Bande d'Essipit sont en réalité des Blancs venant des Escoumins et d'autres municipalités limitrophes; la résistance à leurs manœuvres insidieuses est ainsi tout autant du ressort de la solidarité non-autochtone que de la résistance des communautés concernées. En prenant au sérieux, ensuite, les conceptions du monde et du territoire spécifiques à ces communautés, comme incarnant le vrai visage d'une résistance continue aux agressions de la civilisation du développement, en même temps que leur cible privilégiée. Ce qui amène à se demander, concrètement, comment reconnaître leur indépendance de fait, et comment assister à leur rejet des projets extractivistes. Car cette île de la Tortue où l'on séjourne renferme nombre de manières de vivre farouchement souveraines, qui ne demandent qu'à être considérées à ce titre dans nos esprits. Quitte à devoir y dissoudre ce qu'on a pris coutume de considérer comme le Québec et le Canada.

APPUYONS LA LUTTE CONTRE LE TRAITÉ PETAPAN!

Pour plus de renseignements, visitez la page Facebook du Regroupement des familles traditionnelles de chasseurs-cueilleurs Inuatsh. Restez à l'affut!

À NE PAS MANQUER

- 4 mars à 11h30 : Alerta alerta antifascista! Rassemblement anti-raciste devant l'hôtel de ville de Montréal contre la manifestation de l'extrême droite islamophobe.
- 15 mars à 19h : Manifestation contre la police Rdv dans Hochelaga : coin Valois et Ontario à 19h, amenez de quoi vous couvrir, couleurs sombres

ACTUALITÉ: mtlcounter-info.org

ÉCRIVEZ-NOUS lafronde@riseup.net

LA FRONDE EST DISPONIBLE À

L'INSOUMISE

Librairie anarchiste

2033 boulevard St-Laurent, Montréal

insoumise.wordpress.com

LA DÉFERLE

Local anarchiste de lutte sociale

1407 rue valois, Montréal

au1407.org

LA FRONDE

Journal anarchiste montréalais

No. I

Mars 2017



« La liberté
d'autrui étend
la mienne à
l'infini »
Bakunin

TUE LE FLIC DANS TA TÊTE

« La meilleure des polices ne porte pas l'uniforme »
La rumeur, groupe de hip-hop français

La haine des flics ? Vous l'avez aussi ? Ils vous cassent les pieds, vous donne des tickets, vous harcèle, vous arrête, vous embarque, vous matraque, vous vaporise du poivre de cayenne, ou vous lance des lacrymos, vous tabasse, vous surveille, vous suivent, vous agresse, vous font chanter, vous menotte, vous jette en cage, vous crève un œil, vous terrorise?

Ils se sentent importants en se pavanant en uniforme à mettre leur nez dans les affaires de tout le monde. Ils représentent l'autorité de l'État. Ils détiennent le monopole de la violence légitime. Ils font respecter la loi et l'ordre, sous menace de te dérober ta vie et de te foutre en cage. Ils sont les chiens de garde du pouvoir.

Les flics te font chier. Mais au-delà de se foutre le nez dans tes affaires, ils existent pour maintenir le système tel qu'il est

et empêcher les gens de se révolter. Malgré ce qu'on en dit, c'est leur fonction principale. On entend souvent l'argument classique évoquant que « les policiers sont gentils, mais comme partout il y a des pommes pourries qui entachent leur réputation ». On justifie leur utilité en exposant sans cesse leurs exploits d'avoir arrêté un tel pédophile ou un proxénète. Ce type d'interventions font certes partie des tâches policières parce que nous avons été historiquement dés-appropriés de nos capacités de gérer les conflits de façon autonome, mais en réalité, le pouvoir se fout du bien-être des gens. Plus un quartier s'embourgeoise et plus ses nouveaux citoyens et commerçants réclameront un quartier propre et sécuritaire. Les flics ne vont pas aller tabasser un proprio qui fait des augmentations de loyer illégales, mais le crackhead au coin de la rue on lui réserve un tout autre sort. « La police au service des riches et des fascistes », nous rappelle le bon vieux slogan.

Le 15 mars arrive vite, et comme chaque année, une manifestation sera organisée par le C.O.B.P. - le collectif opposé à la brutalité policière. Et chaque année, il y a de

la confrontation et des arrestations. Le C.O.B.P., comme son acronyme l'évoque, ne s'oppose pas à la police en tant qu'institution, mais à une police brutale. Le collectif s'acharne depuis des années à proposer un discours citoyen quémandant de faire respecter les droits. Ils poursuivent en déontologie policière les policier.e.s aux comportements déviants, ils tentent de faire des recours collectifs contre des arrestations de masses et transformer certaines lois, comme ça a été le cas pour le règlement P-6 qui interdisait le port de masque lors des manifestations. Ce règlement a finalement été invalidé en 2016, grâce aux efforts de plusieurs compagnons et avocats. Néanmoins, une police moins brutale n'existe pas, car sa fonction ultime est de maintenir l'ordre en infligeant la peur. C'est-à-dire que si une révolte incontrôlable éclate, ces chiens armés nous tireront dessus sans hésiter. Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas lutter, sinon que nous devrions affronter la réalité telle qu'elle est. Un flic représente une institution répressive servant au maintien du pouvoir de l'État sur nous. Il n'y a pas de bon flic. Il n'y a aucune bonne loi. Nous voulons combattre tous les germes et les fondements du monde autoritaire, incluant l'État, ses lois, la logique du droit et sa police.

Le pire de tout, c'est que le pouvoir est tellement bien rodé que la police n'a presque jamais besoin d'intervenir afin de faire respecter le statu quo. Le contrôle est intériorisé dans nos corps et dans nos têtes. Nous sommes domestiqués depuis notre naissance à respecter les règles, à aller à l'école, à aller travailler, à respecter l'autorité, à nous conformer. On nous fait croire que nos actes n'ont aucun impact et on nous fait savoir que si nous choisissons d'en finir avec ces institutions ; les propriétaires, l'État, la police, les patrons, etc., c'est la misère et la prison qui nous attend. Beaucoup baissent les bras. Mais la réalité, c'est qu'ils ne peuvent pas être partout et tout le temps comme Big Brother. En s'organisant un peu, il est toujours possible de déjouer les tentacules du pouvoir et de tenter l'irréversible. Il s'agit d'abord d'une dose de courage pour chasser la police de nos têtes et confronter nos peurs.

Expulsons d'abord la police de nos têtes, de nos quartiers et de nos vies. À l'attaque !


15 mars à 19h
Manifestation contre la police
Place valois (coin Ontario et Valois)


SYNDICAT COLLABO

Quand on pense à la lutte au Québec, une des premières choses qui nous vient en tête en est une prenant une forme syndicale, avec ces grandes assemblées générales et ces manifestations bondées de gens partant de la place Émilie-Gamelin, que ce soit des travailleur.e.s qui revendiquent un salaire de 15\$ de l'heure ou des étudiant.e.s voulant bloquer une hausse de frais de scolarité. Le but de ce texte est d'amener une critique de cette forme de lutte si bien implantée dans l'horizon québécois et qui est devenue la seule façon de lutter pour une bonne partie de la population.

Depuis les années 1980, on n'a pu constater un lent déclin des syndicats, entre autres en observant le nombre de grèves qui diminue d'année en année. Les litiges deviennent de plus en plus corporatifs et portent majoritairement sur les salaires, la question politique s'éloigne progressivement du décor et les syndicats n'osent pas se mouiller dans une grève sociale. Les centrales syndicales ont aussi un grand rôle à jouer dans ce déclin notamment en signant des ententes à rabais et en s'imbriquant de plus en plus dans les rouages du système capitaliste. Les grandes centrales refusaient de se mettre en jeu lors de la campagne du 1 mai 2015 en appelant à participer à la manifestation anti-capitaliste. Comme à l'habitude, les directions ont préféré organiser un concert dans le Quartier Latin. Il faut les nommer ; que ce soit la CSN ou la FTQ, ces grandes centrales sont indéniablement ennemies de tout.es révolutionnaires conséquent.e.s. On a même pu entendre un certain Jacques Létourneau dénoncer la grève étudiante au printemps 2015 à nulle autre station que Radio X. Ces grosses têtes ne sont que des bureaucrates cherchant à garder l'ordre des choses telles qu'elles sont. On ne voudrait tout de même pas que les gens soient trop en colère et veuillent déborder des ordres de la direction, car il faut le dire : ces syndicats agissent dans la même logique que les patrons et les banques. Nous pouvons citer l'exemple du fonds de solidarité FTQ qui est de connivence avec la mafia, avec nul autre que Toni Accurso, et qui remplit bien plus le rôle d'une grande banque que d'un syndicat.

L'objectif des grands financiers et des gouvernements a toujours été de réussir à ce que les travailleurs.es acceptent le capitalisme comme système idéal dont on ne pourrait se passer. En effet, en infligeant des conditions de vie tout à fait déplorables, il était difficile pour les patron.e.s de vendre leur salade aux ouvriers.ères en leur faisant accepter un système où la propriété privée est maître et où l'on a simplement à travailler plus fort si l'on veut s'enrichir. Au long du 20e siècle, on a pu constater une lente progression des conditions d'existences des gens employés sur le marché

L'AUTRE SOUVERAINETÉ - LES INNUS (Extraits choisis, www.littor.al)

Célébré de part et d'autre du monde blanc comme un tournant dans la manière de traiter avec les communautés autochtones, un « traité moderne » crucial s'appête à être signé, si tout va mal. Le traité Petapan avec les communautés innues de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan est le résultat de 30 ans de négociations, durant lesquelles six autres communautés innues et attikamekw ont fini par se retirer du processus, laissant une poignée de chefs de conseils de Bande statuer sur l'avenir d'un territoire 16 fois plus large que l'île de Montréal.

Prévu pour être signé vers la fin de mars prochain à l'Assemblée nationale, le traité Petapan se targue de reconnaître « l'autonomie gouvernementale » du territoire d'Innu Assi, mettant supposément fin de ce fait à la longue histoire des empiètements, de l'acculturation et de l'extermination des peuples premiers. Si cette histoire brutale fut certes menée à coup de traités, le dernier en liste serait, dit-on, d'une autre nature. Au contraire de la Convention de la Baie James, qui a permis l'intégration constitutionnelle de pas moins de 20% du territoire « québécois » – près de 300 000 km² – aux mains des Cris, le traité Petapan n'entend pas « éteindre » les droits ancestraux, mais seulement les « harmoniser » à ceux du Québec...

Englobant les bassins-versants du Lac Saint-Jean, une bonne partie du Labrador et toute la Côte-Nord, le Nitassinan, territoire traditionnel des Innus et des Attikamekw, s'étend sur près de 100 000 km². C'est là que se sont réfugiés les animaux et les poissons traqués aux confins de la civilisation – les deux tiers du Nitassinan sont zonés comme réserve à castor –, et où gisent les minéraux et rivières torrentielles qui n'ont pas encore été harnachées. D'où l'importance cruciale de ce traité pour un gouvernement qui n'en finit plus de vouloir en finir avec les ressources naturelles.

Au-delà de ses apparences altruistes, le traité Petapan cache une anguille considérable sous la roche mère. Certes, les Innus y deviendront les « gestionnaires » de leur territoire – pas tous les Innus, évidemment tout ceci ne concerne que les chefs de bande dûment attitrés. Gestionnaires... c'est le terme qu'utilisait le gouvernement pour désigner les familles tenant un certain territoire de chasse, jusqu'à ce qu'il le remplace par « gardiens de territoire », pour éviter toute confusion. Mais si les projets de développement devront recevoir la caution des Innus, et s'ils se verront sans doute octroyer la traditionnelle « indemnité de vacances » de 3% des recettes, ce transfert de la gestion du territoire vers ses « propriétaires » ancestraux ne vise rien de moins qu'à lui forcer la main pour l'ouvrir au développement des infrastructures. Voyez l'astuce: au terme d'une période de 12 ans, le gouvernement fédéral cessera de verser toutes les prestations d'assistance auxquelles ont aujourd'hui droit les réserves, laissant au gouvernement semi-autonome, pour ne pas dire au protectorat innu, le soin de lever ses propres taxes.

Sans plus d'assistance du gouvernement fédéral — qui existe en compensation des atrocités commises par celui-ci –, les Innus devront se résoudre à ouvrir ses ressources à l'exploitation, sous peine de tout simplement crever de faim. D'autant plus que les coûts déjà engagés pour les négociations, avec ses innombrables études de terrain et avis juridiques, s'élèvent à plus de 40 millions de dollars... Sans compter que le gouvernement du Québec s'était d'abord réservé la propriété entière et exclusive des ressources hydrauliques et du sous-sol, ainsi que 75% des minéraux de surface. S'il a dû se raviser devant les protestations, laissant finalement les Innus régner seuls sur leurs ressources, le territoire de l'Innu Assi prévu par l'entente de principe a été depuis coupé de plus de la moitié, passant de 2 538 km² à 1 250 km². À Nutashkuan, un projet de barrage hydroélectrique de 50 méga-watts attend déjà la conclusion de l'accord avec fébrilité – l'entente de principe de 2004, devant servir de base au traité, le prend pour acquis, en soutenant au futur simple que « Le Québec s'engagera à donner priorité à la Première Nation de Nutashkuan sur le développement des forces hydrauliques de 50 MW et moins situées sur Innu Assi ». À voir la dislocation et l'éparpillement du territoire projeté de l'Innu Assi, on comprend bien pourquoi cela a pris 30 ans pour identifier et retirer de l'accord toutes les zones à fort potentiel géologique.

La résistance

Mais il n'y en aura, manifestement, « pas de facile ». Il suffit parfois d'un petit ferment d'opposition pour faire tourner au vinaigre une machination mûrie depuis des années. Contre le traité Petapan, un regroupement de « gardiens de territoire » Innus s'élève présentement, et commence à faire des vagues. En se présentant aux instances de sélection au hasard des « gestionnaires de terrains de piègeage » devant former le « comité Tshitassinu » afin de bénévolement conseiller l'application du traité, ces opposants partent des discussions qui ont tôt fait de remettre en question l'entièreté du processus. De multiples blocages de routes et de chemins forestiers, auxquels se sont rajoutés des membres des communautés Attikamekw, tout bonnement ignorés par l'entente, mettent une pression non-négligeable sur un processus dont la validation tient sur une apparence d'irréprochabilité éthique. Si l'opposition au traité Petapan voit clair dans le jeu du gouvernement, c'est qu'elle part de son propre mode de vie éprouvé. En ce qui concerne la pratique millénaire de la chasse, de la trappe et de la pêche, le traité ne vise rien de moins que l'extinction de ce mode de vie, passé sous le vocable de « l'harmonisation » des pratiques traditionnelles avec les systèmes québécois et canadien de permis, de certificats, d'enregistrement des prises, de périodes de chasse et de quotas de captures (point 5.7 de l'entente de principe) C'est donc le mode de vie le plus propre aux autochtones d'avant la colonisation – la chasse et la pêche comme moyen principal de survie –, qui se retrouve attaqué dans un de ses derniers retranchements sur le continent. Là, où se sont réfugiés les

autres et agir de façon civilisée. Combien de grèves on connut la mort de cette façon? Combien de gens tombent dans la déprime à la fin d'un mouvement parce qu'ielles se sentent dépourvu.e.s d'agir par le manque de légitimité ? La démocratie est une posture morale qui accuse tout acte de révolte isolé ou allant à l'encontre de la décision prise par la majorité, d'être autoritaire et despotique. En d'autres mots, cette logique nous soumet tous.tes à l'ultime verdict de l'assemblée, composé de personnes qu'on n'a pas choisies, et de le respecter. Ce processus a pour résultat de pacifier toute forme de révolte et de faire disparaître les conflits sous le tapis.

Ce processus semble bien loin de ce qu'est l'anarchie qui vient de an « sans » et d'arkhos « gouvernement ». L'anarchie est une pratique collective de liberté totale qui s'oppose à toute forme de domination et d'exclusion en faveur d'une décentralisation radicale des pratiques du pouvoir. Elle privilégie l'auto-détermination individuelle et collective et l'association volontaire plutôt que la soumission à tout cadre non-désiré tel que la religion, la société, l'assemblée, le mouvement, la norme, le genre, etc. Il semble que même dans les milieux radicaux, les racines du pouvoir sont toujours présentes. On cherche à gouverner ce qui est accessible, notre révolte. On scande qu'il faut une stratégie commune et on discrédite et se désolidarise des actions décentralisées. Mais qui choisit de la stratégie commune ? Il n'est peut-être pas faux qu'une guerre civile éclaterait sans forme de gouvernance. Et pourquoi pas ? Les conflits existent et on doit les laisser émerger. Il y aurait certainement une tension palpable, parfois conflictuelle et d'autre fois créatrice. Dans les faits, en annihilant le conflit, en légitimant une « bonne » gouvernance, en tuant la liberté et l'autodétermination, la démocratie n'est que l'autre visage du fascisme. Les règles sont tellement bien intériorisées que la répression est presque désuète. Jusqu'au moment où il y a rupture et que la tension monte d'un cran. C'est alors que le fascisme refait surface avec ses lois spéciales et ses mises en garde contre le terrorisme, isolant le fauteur du reste de la population en en faisant un ennemi intérieur. En démocratie directe, c'est pareil ; les fauteurs seront accusés d'être contre-révolutionnaires et de se foutre des autres. La raison pour laquelle il n'y a pas de distinction claire entre démocratie directe et démocratie parlementaire, c'est que nous y voyons un même schème, celui de l'aplanissement du conflit qui dérobe à l'individu la libre-détermination de ses propres actions, fondement même de la domination.

Il n'est pas simple de s'organiser pour lutter ensemble, certes. Notre objectif est de questionner certaines idées afin de transformer nos pratiques pour laisser place à un débordement irréversible et irrécupérable pour que vive l'anarchie, la beauté, la vie pleine de créativité. Nous proposons de tenter des formes d'organisation sur des bases d'association volontaires, informelles, horizontales et autonomes des institutions, entre compagnons d'affinité ou pas, autant que c'est volontaire. Organisons des assemblées, des espaces de rencontres, de débats et de discussions pour partager nos idées tout en valorisant l'auto-détermination dans nos façons de lutter !

LE TEMPS PERDU

Devant la porte de l'usine
le travailleur soudain s'arrête
le beau temps l'a tiré par la veste
et comme il se retourne
et regarde le soleil
tout rouge tout rond
souriant dans son ciel de plomb
il cligne de l'oeil
familièrement
Dis donc camarade Soleil
tu ne trouves pas
que c'est plutôt con
de donner une journée pareille
à un patron?

Jacques Prévert, Paroles



du travail. Bien sûr, au Québec les gens meurent moins de faim qu'avant, mais l'exploitation reste. Ce n'est pas parce que l'on peut s'acheter une maison et une voiture que la lutte devrait désormais se baser sur la conservation des acquis du passé. C'est ici que le rôle des syndicats est devenu très important au sens où, désormais, on ne cherche plus vraiment à être en conflit permanent contre les patrons, mais plutôt à négocier. On peut notamment citer leur slogan qui était en 2015 « La négociation, pas la confrontation ». On peut constater à quel point ces organes sont devenus mous et sans grandes ambitions, avec une attitude de bonne foi au lieu d'être déterminé à lutter. Malgré tout on peut dégager une tendance générale, du moins au Québec, les centrales syndicales n'ont jamais mis de l'avant la question d'un changement radical de la société. Il faut désertier ces structures qui ont littéralement miné la construction d'un projet révolutionnaire conséquent en ne mettant que l'emphase sur de meilleures conditions de vie qui n'ont jamais fin à l'exploitation qui se perpétuent encore aujourd'hui.

Le pire ennemi des révolutionnaires : la social-démocratie

Au Québec, nous avons la merveilleuse formule Rand qui s'applique au syndicat. Il s'agit du fait que si un syndicat est implanté dans une usine, un cégep ou une université, il détient le monopole. C'est-à-dire que s'il représente la majorité des travailleurs.euses. Ils et elles devront alors tous.tes être englobé.e.s dans le même syndicat. Cette loi datant de 1946 a été émise par le juge Rand qui trancha lors d'une grève de 17000 travailleurs.euses de Ford. Elle obligea dorénavant tous les patrons à prélever une cotisation du salaire des employé.es pour ensuite la verser au syndicat officiel de l'entreprise. Elle fut évidemment perçue comme une grande victoire pour les syndicats. Maintenant, ils allaient pouvoir remplir leurs coffres. Remettons certaines choses au clair. Elle est en fait le pire ennemi de tout personne voulant lutter contre le système dominant, car désormais le droit de grève était encadré et la grève illégale était perçue par la majorité comme un moyen illégitime. En effet, le gouvernement pouvait plus facilement lancer des injonctions pour mettre fin à la grève ou bien forcer la négociation avec les patrons. Les syndicats sont devenus des organes de plus en plus corporatifs qui ne cherchent plus vraiment à lutter, mais plutôt à syndiquer des lieux de travail sous leur propre bannière dans le maximum de secteurs possibles. Les syndicats non-officiels sont devenus peu populaires, vu le manque de budget. Les quelques journées de grèves officielles votées par les assemblées se transforment en piquetage immobile ; journée de congé payé par le fonds de solidarité. Tout acte de lutte non-légitime devient un danger d'être isolé et de se faire congédier. Il est possible de s'affiler avec un autre syndicat symbolique, mais ses décisions n'auront aucune légitimité si celui-ci n'est pas reconnu et officialisé par l'entreprise. Ainsi le but n'est plus de faire avancer la cause des gens qui doivent travailler pour survivre, mais seulement de représenter le plus de gens possible. Maintenant, les grèves ont une vocation davantage défensive, car le gouvernement peut faire plus facilement pression sur les syndicats en les menaçant de couper les cotes que ceux-ci perçoivent. La formule Rand existe toujours et fait en sorte que tous ces organes corporatifs ne font que s'asseoir sur de grosses sommes d'argent qui servent à donner des salaires à des permanents syndicaux bureaucrates, d'ailleurs souvent recrutés chez des jeunes carriéristes ayant été dans le conseil exécutif de l'ASSÉ afin de pouvoir redorer leur C.V. et se trouver des emplois à 80 000\$ par année. « J'ai eu une vie de lutte », nous dirons ces sociaux-traitres, mais nous ne tomberons pas dans leurs fourbes pièges. Nous savons que ces gens sont les pires ennemis de la lutte révolutionnaire, car ils seront les premiers à appeler à se retirer d'un conflit et tireront tout le crédit d'avoir négocié une entente à rabais du haut de leur bureau, alors que les gens seront dehors à manifester, à recevoir des coups de matraque et à s'affronter avec la police.

Nous comprenons tout à fait la critique légitime de certains.nes travailleurs.euses qui remet en question le monopole de leurs syndicats ne les défendant plus. Il est maintenant possible pour les patrons d'implanter un syndicat « de boutique », c'est-à-dire que le patron d'une compagnie





peut lui-même implanter un syndicat afin de donner un semblant de défense à ses employé.e.s. Lorsqu'un syndicat a déjà le monopole dans un lieu de travail, celui-ci est très difficilement dé-logeable. C'est un syndicat qui reçoit des côtes, qui ne défend personne et qui bloque l'avenue d'un autre syndicat plus combatif.

Un autre point important de la culture syndicale est l'assemblée générale. Ces assemblées sont souvent d'une platitude à en dormir. Le code Morin agit comme « lois » qui régissent ces assemblées. Plusieurs codes y sont écrits, qu'il faut respecter pour le soi-disant bon déroulement de l'assemblée. Lorsqu'on analyse avec profondeur le mode de fonctionnement de ces assemblées on peut constater qu'il s'agit surtout d'une petite élite bureaucrate qui peut tenter de jouer sur les règles afin d'avoir la salle de son côté ou de retarder le processus. Dans ces assemblées on nous vente les bienfaits de la démocratie-directe soit le fait que chaque décision soit prise par l'assemblée au lieu d'avoir des représentants comme au parlement. Derrière ce mode de fonctionnement se cache une complète hypocrisie. Nous devrions toujours être critiques de la loi du nombre, comme le fait que s'il y a une majorité de gens votant contre la grève, on prendra la décision collective de ne pas la faire. Le fait de vouloir lutter ne devrait jamais être entre les mains du plus grand nombre de personnes dans une assemblée, mais quelque chose qui nous fait vivre. Nos rêves ne doivent pas nous filer entre les doigts. La démocratie est une arme de pacification afin de délégitimer notre désir d'aller plus loin.

Depuis quelques années nous ne pouvons omettre la présence de syndicats tels le IWW-SITT (syndicat industriel des travailleurs et travailleuses) qui prennent plus de place dans le paysage politique notamment avec la syndicalisation des Frites. Alors, bien sûr, il s'agit d'un syndicat prônant la révolution en ayant pour objectif de faire la grève générale qui nous y mènera et qui fera tomber le pouvoir. Le problème est que cette fameuse grève ne se discute que dans les petits cercles fermés entre militants. On n'ose jamais le dire trop fort de peur d'effrayer les gens qui voudraient rejoindre le syndicat. Notre critique se base aussi sur la culture qui veut qu'une organisation forte soit une organisation composée de beaucoup de membres. En effet nous ne croyons pas arriver à une situation révolutionnaire en faisant signer le plus de cartes de membre possible. Nous croyons à des groupes affinitaires qui se multiplient et se coordonnent afin d'attaquer toujours plus fort l'État-Capital. Nous ne voulons plus de l'idéologie qu'il faudrait une plateforme avec des demandes concrètes pour se battre contre le patronat. Nous voulons aussi rester critiques de la culture de l'ouvriérisme qui reste dans la logique où le prolétariat serait le sujet révolutionnaire. Soit la seule classe pouvant faire la révolution. Nous ne percevons pas non plus la révolution comme le paradis ; cette illusion que tout sera parfait après le grand soir.

Allons plutôt vers les grèves sauvages et le sabotage comme moyen de lutte contre le patronat et surtout contre le travail et le monde qui en a besoin. N'acceptons plus le fait que nous devons représenter une majorité afin de nous battre. Nous ne représentons personne. Luttons sur nos propres bases, anti-autoritaires et en libre-association volontaire. Souvent, certains acquis améliorent nos conditions d'existences à court terme, mais si nous voulons réellement en finir avec le travail et l'exploitation, nous devons aller de l'avant et faire rupture totale avec les patrons et les syndicats qui contrôlent la révolte. Mener une grève, ça veut dire bloquer les entrées, saboter les équipements et empêcher les scabs de passer, en considérant les conséquences potentielles sur nos vies, et surtout construire une solidarité révolutionnaire entre travailleurs.euses et chômeurs.euses de plusieurs lieux afin de coordonner nos efforts. Organisons des assemblées pour partager nos idées, mais ne reproduisons pas la dictature de la majorité ; valorisons les initiatives décentralisées et volontaires. Les demandes spécifiques pour de meilleures conditions de travail sont trop limitatives. Ne tombons plus dans le piège d'une lutte soi-disant victorieuse au niveau des demandes qui finit par mettre à terre tout désir de voir tomber ce monde, car on a voulu nous donner des miettes. Par contre, on peut partir de là pour nous rencontrer et pousser la lutte révolutionnaire toujours un peu plus loin afin de répandre l'anarchie. Faisons guerre à l'État-Capital et mettons fin à l'esclavage salarié.

CONTRE LA DÉMOCRATIE, POUR LA LIBERTÉ TOTALE

Certaines idées nous sont amenées telles des vérités, des valeurs dominantes difficilement questionnables qui déterminent nos actions. Déjà au temps du christianisme, jusqu'à la société d'aujourd'hui des codes et des normes surpassent les individus, nous dictent ce qui est bien et ce qui est mal. En contrepartie, si nous voulons transformer ce monde et nos vies, on doit tout questionner, sans exception, plutôt que de s'asseoir sur des vieux concepts telle la démocratie et reproduire éternellement les mêmes erreurs.

La démocratie est probablement l'un des plus grands mensonges de notre époque. On l'entend dans toutes les bouches, tant chez les libéraux que chez les militants de Gauche radicale, comme si le concept était synonyme de progrès, d'égalité, de justice et d'inclusion. C'en est devenu un adjectif, une qualité. On a cessé d'en interroger les fondements, car ça va de soi. Ce serait « le meilleur processus décisionnel », « le plus égalitaire ». Dans les faits, c'est la dictature de la majorité, avec son lot de politiciens jouant du théâtre pour convaincre les masses. Ainsi, le mythe de la démocratie, autant représentative que directe, maintient la pacification sociale et prévient les débordements. On ne vote pas l'insurrection. On la vit.

Ces origines proviennent de la Grèce antique. *Dēmokratía* signifie gouvernement par le peuple ; *dēmos* désigne « peuple » et *kratos*, « pouvoir ». Mais qui donc est le « peuple » ? Le langage populaire d'aujourd'hui le dépeint souvent comme étant un ensemble de citoyens provenant des classes sociales laborieuses, partageant une culture commune et un ensemble de valeurs. Son sens évoque une opposition aux riches. Il est donc sous-entendu qu'en démocratie, le « pouvoir » est rendu au petit peuple – une abstraction qui ne veut rien dire. À ces origines, les gens à qui était offert le privilège du vote dans les assemblées publiques étaient les citoyens, c'est-à-dire les hommes propriétaires suivant des entraînements militaires ; ceux de qui on légitimait l'opinion. Le gouvernement par le peuple omettait les esclaves, les vagabonds et les femmes. Quoi qu'aujourd'hui, ici, il n'y ait officiellement plus d'esclavage, et que les femmes votent aux élections, il y a encore des exclus à leur démocratie. Pas de papier: pas de légitimité. Qui décide si t'as des papiers ? L'État. La démocratie, joyau du progrès libéral, devient un outil colonisateur de la domination et se dresse contre les pays quel juge barbare et fascisant. La victoire de l'occident démocratique contre l'ennemi nazi à la Deuxième Guerre, puis le discours anticommuniste durant la guerre froide, rendit l'idéologie irréfutable. Comme des protecteurs du paradis en guerre contre le diable. Ainsi,

la démocratie, synonyme de civilité, construit un ennemi extérieur à combattre afin de cultiver la légitimité de son pouvoir. Ses médias nous bombardent de discours racistes et nationalistes qui renforcent l'identité et qui justifient l'existence des catégories de citoyen et d'étrangers-sans-papiers ainsi que toutes les guerres contre le terrorisme.

Le concept de démocratie a donc des origines pouvant porter son sens à confusion. C'est le mot parfait de la récupération politique des luttes. Il récupère toutes les initiatives autonomes pour les « démocratiser », ce qui peut signifier de rendre accessible à tous par une médiation de l'État-sociale. Il fonde la légitimité du pouvoir de l'État en suggérant que ce dernier agisse selon la volonté du plus grand nombre et que sans système de gouvernance et de prise de décision « incluant tous les citoyen.ne.s », on irait tout droit vers une guerre civile. De la même façon, il sabote l'autonomie en s'assurant que l'État soit au centre de nos vies. Le pouvoir reste concentré en haut de la pyramide entre les mains d'une classe dirigeante et une classe d'exploités est maintenue.

Il est déjà clair que la démocratie libérale parlementaire, avec ses députés, sa police, ses prisons, son armée, ses courts d'injustice, ses gestionnaires et ses lois favorisant l'exploitation par les entreprises privées, est un édifice imposant, trop bien rodé, qui retire entièrement la responsabilité de l'action politique des mains des gens pour la laisser à disposition de spécialistes du verbiage qui en font leur profession. Cette parodie prescrivant le vote au 4 ans mène à l'imbécilité généralisée. À part faire des commentaires à propos d'articles du Journal de Montréal, les gens cessent de se poser des questions et de développer leur esprit critique. Une rupture totale contre l'État, sa démocratie et les médias de masse nous apparaît fondamentale afin de développer des bases d'auto-déterminations individuelles et collectives.

Chez plusieurs anarchistes et militant.e.s révolutionnaires, la démocratie directe reste à la base de leur forme d'organisation. La démocratie directe, en opposition à la démocratie représentative, prétend tendre vers une « vraie démocratie », en donnant le pouvoir décisionnel à chacun.e de façon égalitaire sans passer par l'entremise de partis politiques et de représentants pour favoriser des prises de décision horizontales. C'est ce qu'on appelle de l'auto-gestion (de l'auto-gouvernement). Alors on organise des assemblées, on utilise des codes de procédure, on fait encore de la politique en parlant au micro, en utilisant les bons mots, en espérant faire passer l'opinion de la majorité du côté désiré et on passe au vote. Boum! La décision est prise et aucune action individuelle n'est reconnue ou encouragée, sous prétexte qu'elle nuirait à l'éruption du mouvement. Il faut tolérer les